

sociétés canadiennes détiennent actuellement de 7 à 100 % de ces actions. En 1989, la part des actions de leurs affiliées détenues par Sternson Ltd et Menora Resources Inc. a légèrement changé. Dans le cas de Sternson, elle est tombée de 24 % à 19,2 % et dans celui de Menora, la diminution a été très légère (15,8 % à 15 %). Dans les deux cas, ce changement s'expliquait par la dilution due à l'apport de capitaux non canadiens et non à la vente d'actions canadiennes. Comme nous l'avons déjà indiqué, une nouvelle société a été incluse; il s'agit de Bocknek Ltd., qui détient 75 % des actions de son associée sud-africaine. En 1989, on a également pu noter l'absorption d'une affiliée de Bayer, Rubber Chemicals (Pty) Ltd., par une autre, Bayer South Africa (Pty) Ltd. Pour les raisons déjà indiquées, QIT-Fer et Titane ont été omises. Les différences, en comparaison du rapport de l'an dernier, apparaissent au Tableau III.

TABLEAU III

PART DES ACTIONS DÉTENUES PAR LES SOCIÉTÉS CANADIENNES DANS LEURS AFFILIÉES SUD-AFRICAINES	
	% des actions
1. <u>Bayer Foreign Investments Ltd., Toronto (Ontario)</u>	
(1) Bayer South Africa (Pty) Ltd.	74
(2) Bayer Miles (Pty) Ltd.	100
(3) Chrome Chemicals (Afrique du Sud) (Pty) Ltd.	100
(4) Haarman & Reimer (SA) (Pty) Ltd.	50
(5) Vergenoeg Mining Company (Pty) Ltd.	100
2. <u>Bocknek Ltd., Rexdale (Ontario)</u>	
Bocknek (Pty) Ltd.	75
3. <u>Gouv. du Canada - Min. des Affaires extérieures, Ottawa (Ontario)</u>	
Ambassade du Canada, Pretoria et Le Cap	100
4. <u>Menora Resources Inc., Toronto (Ontario)</u>	
Ocean Diamond Mining Limited	15
5. <u>Sternson Ltd., Brantford (Ontario)</u>	
Sternson (SA) (Pty) Ltd.	19,2
6. <u>Varity Corporation, Toronto (Ontario)</u>	
Fedmech Holdings Ltd.	7,1
7. <u>Unican Security Systems Ltd., Montréal (Québec)</u>	
ILCO Unican (SA) (Pty) Ltd.	33,3

La diminution, jusqu'en 1988, du nombre de sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud et l'achat, par une société britannique, en 1988-1989, de QIT-Fer et Titane et des actions de Richards Bay Minerals détenues par elles,

ont ramené la valeur de l'investissement canadien direct en Afrique du Sud à un chiffre nominal de 10 millions de dollars. L'auteur n'a pas pu obtenir le chiffre actuel exact car Statistique Canada ne le publiera pas, étant donné le petit nombre d'entreprises actuellement concernées. Néanmoins, les années 1980 ont été marquées par une diminution d'environ 93 % de l'investissement commercial canadien en Afrique du Sud. Ces changements sont illustrés au Tableau IV.

TABLEAU IV

INVESTISSEMENT CANADIEN DIRECT EN AFRIQUE DU SUD (1981-1989)

Année	Millions de dollars canadiens*
1981	257
1982	218
1983	205
1984	139
1985	105
1986	184**
1987	135
1988	70***
1989	10***

\* Les chiffres de cette colonne diffèrent légèrement de ceux qui ont été présentés dans les rapports précédents, à cause des révisions ultérieures apportées par Statistique Canada.

\*\* Cette aberration de la tendance générale était due au réinvestissement temporaire effectué par Falconbridge avant que cette société ne désinvestisse totalement en 1987.

\*\*\* Ces chiffres sont estimatifs car, comme il reste très peu de sociétés ayant des investissements en Afrique du Sud, Statistique Canada considère maintenant que ces chiffres sont confidentiels.

À cause des nombreux désinvestissements qui ont eu lieu jusqu'en 1988 et de la radiation de QIT-Fer et de Titane de la liste des sociétés canadiennes ayant des intérêts en Afrique du Sud, le nombre des employés des affiliées canadiennes a, lui aussi, considérablement diminué. En 1985, il y en avait 26 000 au total (20 000 non-Blancs); au cours des cinq années suivantes, ce chiffre a diminué de 91 % (93 % pour les non-Blancs). Le rapport de l'an dernier en soulignait les répercussions et mérite d'être cité : "Si, pas plus tard qu'en 1985, on pouvait encore dire que le nombre des employés des affiliées canadiennes et leur contribution à l'économie sud-africaine étaient importants, cela n'est plus le cas, à quelques exceptions près. Alors qu'ils exprimaient autrefois collectivement leur avis au sujet des questions économiques, politiques et sociales, leurs influences combinées sont aujourd'hui négligeables. C'est là une perte particulièrement regrettable en